



Civilisations

Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines

54 | 2006

**Expériences de recherche en République
démocratique du Congo**

Congo

Recherche ethnographique dans une « drôle de guerre »

Luca Jourdan



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/436>

DOI : 10.4000/civilisations.436

ISSN : 2032-0442

Éditeur

Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2006

Pagination : 179-190

ISBN : 2-87263-006-6

ISSN : 0009-8140

Référence électronique

Luca Jourdan, « Congo », *Civilisations* [En ligne], 54 | 2006, mis en ligne le 01 avril 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/436> ; DOI : 10.4000/civilisations.436

Congo

Recherche ethnographique dans une « drôle de guerre »

Luca JOURDAN

Résumé : Cet article propose une réflexion pratique et méthodologique au départ d'un terrain de dix-neuf mois dans une zone de combat, marqué par plusieurs difficultés. Après avoir travaillé comme anthropologue auprès d'une ONG, l'auteur décida de mener ses recherches de façon indépendante, devenant de ce fait plus autonome mais perdant ainsi sur le plan du support logistique. Mener des recherches indépendantes au Congo suppose que l'on crée son propre réseau d'appui. L'article souligne l'importance de l'histoire régionale, que l'on peut reconstituer au départ d'études universitaires locales, de rapports d'ONG, de la presse locale et d'interviews. Cette analyse historique sert de base à une étude anthropologique sur les dynamiques du présent. La conclusion revient sur la relation de confiance qu'il convient d'établir avec les interlocuteurs et les informateurs. Pour toutes ces raisons, les recherches de terrain au Congo supposent des séjours prolongés.

Mots-clés : violence, jeunes, ethnographie, observation participante, Kivu.

Summary: Based on nineteen months of fieldwork, this article provides a reflection on the difficulties encountered during field research and explores practical and methodological dimensions of doing research in a combat zone. After spending the first period working as an anthropologist with an international NGO, the author chose to carry out research independently, thus becoming more autonomous, but at the same time lacking logistic support. Consequently, to conduct independent research in Congo, it is necessary to create personal networks of local support. The article stresses the importance of local history, which can be reconstructed by using sources such as the results of studies done by local universities, NGO reports, local newspapers and interviews. The work that has been carried out on local history is the starting point for an anthropological analysis focused on current dynamics. In conclusion, this article underlines the usefulness of building relationships with interlocutors and informants based on trust. For all of these reasons, field research in Congo requires lengthy stays.

Key words: violence, youth, ethnography, participatory observation, Kivu.

Une réflexion introductive sur les jeunes et la guerre

A partir du mois de janvier 2001, je vécus environ dix-neuf mois au Congo dans le cadre de mon doctorat de recherche en anthropologie culturelle. Après un premier séjour dans la province de l'Equateur, je me rendis au Nord Kivu, plus précisément dans les territoires de Beni et Lubero, une région mieux connue sous le nom de Grand Nord. L'objectif général de ma recherche était d'analyser, d'une part, les facteurs incitant de nombreux jeunes à s'enrôler dans les différentes armées et milices, d'autre part, les conséquences de la violence sur l'organisation sociale.

Au Congo, les jeunes sont contraints de définir leur identité dans un contexte fluctuant et incertain. La culture a été vidée de sens (De Boeck 1998 : 161) tandis que la modernisation économique et sociale s'est résolue par un échec dramatique. Les nouvelles générations ont cumulé derrière elles un monceau de décombres culturels alors que, de nos jours, les flux symboliques dans leur globalité nourrissent un désir de modernité qui se révèle illusoire et frustrant. La violence est devenue une modalité courante pour l'affirmation de soi (Jewsiewicki 1998) et les protagonistes de cette violence sont principalement les jeunes et les enfants. De même, la prolongation de la guerre et de la crise a engendré une désorientation profonde et une incapacité généralisée à attribuer un sens aux événements. Dans un tel contexte, le recours à la violence représente également une tentative d'ordonner le chaos, un effort paradoxal de redéfinition d'un présent devenu ingouvernable et incompréhensible (Jourdan 2004).

Dans l'est du Congo, l'enrôlement est généralement un acte volontaire. Le Nord Kivu est caractérisé par la présence d'un grand nombre de jeunes qui ne réussissent plus à s'intégrer dans le système économique local bouleversé, davantage au cours de ces dernières années, par la guerre. Leur exclusion est le résultat de dynamiques historiques particulières liées avant tout à l'érosion du système traditionnel de distribution de la terre (Van Acker et Vlassenroot 2000). Dans un contexte similaire, l'enrôlement constitue une alternative concrète à la marginalisation tandis que la violence devient une opportunité rare de mobilité sociale. En outre, le soldat, à travers le pillage, est lui aussi capable de participer à cette *economy of desired goods* (Mbembe 2002 : 271) – radio, téléphones portables, vêtements, etc. – qui sont les fétiches de la modernité.

S'engager dans une milice – une expérience que souvent les jeunes abandonnent puis répètent sans trêve – constitue une recherche incessante d'un espace social dans lequel se situer. Dans la situation d'effondrement social et économique du Congo, les jeunes à la recherche d'une place trouvent dans la violence des modèles identitaires alternatifs ainsi que l'opportunité d'imposer leur propre subjectivité. Le combattant est devenu un modèle fort dans l'imaginaire de la jeunesse, une figure capable d'imposer sa propre loi et, en même temps, d'accéder à la modernité qui transparaît par les métaphores de son corps : le visage dur, les lunettes de soleil, les postures et les gestes qui rappellent les films d'action, les vêtements à la mode militaire (Jourdan 2004). Toutefois, l'incapacité à se situer hors de l'espace de la guerre transforme ces jeunes en sujets prévaricateurs que la société, fortement déstructurée, n'est plus capable de contenir.

Les coulisses d'une recherche

Les réflexions que je viens d'exposer représentent un exemple des sujets que j'ai abordés pendant ma recherche sur le terrain qui a abouti à la rédaction d'une thèse. En lisant un texte dans lequel l'auteur présente les résultats de ses recherches, le lecteur a parfois l'impression de se retrouver à la fin d'un trajet linéaire alors qu'un parcours de recherche est souvent tortueux, contradictoire et fruit du hasard.

Il est évident que le Congo, de nos jours, est un terrain extrêmement difficile et que la liste des obstacles surmontés par le chercheur une fois sur place est assez longue et constamment ouverte à toutes les éventualités. Dans la suite de cet article, je souhaite parcourir brièvement l'histoire de ma recherche qui constitue peut-être un exemple significatif des difficultés pratiques, méthodologiques et même psychologiques qu'un chercheur expérimente sur le terrain. Il serait impossible de s'arrêter sur tous les écueils et les imprévus rencontrés qui ont été nombreux et qui ont fait de ma recherche une expérience à la fois enthousiasmante et difficile. Ainsi, les chercheurs se doivent, selon moi, d'effectuer un séjour d'une durée importante pour se plonger d'avantage dans une réalité si dépayssante. Toutefois, malgré les difficultés auxquelles ils doivent faire face, le Congo continue de fasciner un nombre considérable de chercheurs de même qu'il continue d'être un pays où il est possible de mener des recherches ethnographiques. D'ailleurs, comme des amis congolais ne cessent de me le répéter : « Au Congo, tout est possible ! ».

Débarquer au Congo

Je me rendis pour la première fois au Congo dans une ville de l'Equateur située à environ 120 km au sud-ouest de la capitale centrafricaine Bangui, sur la rive congolaise de l'Oubangui : Libenge. J'avais à l'époque une double fonction : collaborateur d'une ONG italienne chargée d'un projet d'urgence sanitaire d'une part, et doctorant en anthropologie culturelle d'autre part. Autrefois, Libenge était un centre commercial très florissant : les bateaux remontant le fleuve chargés de marchandises y faisaient escale tandis que des avions provenant d'Europe atterraient à l'aéroport de la ville. Une longue rangée de dépôts, vestiges de ce passé, s'étendait le long de la rive et, au milieu de leurs clôtures, quelques squelettes de voitures et de camions révélaient que la gangrène de la décadence avait déjà commencé à ronger cette vitalité assombrie depuis désormais des décennies. En me promenant dans les rues du vieux quartier des blancs, j'avais l'impression de me trouver dans un musée colonial, une véritable enclave temporelle et spatiale où rien ne semblait avoir été restauré depuis la création de la ville. Les poteaux électriques rappelaient que Libenge et ses routes avaient auparavant bénéficié de cette forme d'énergie, tandis que de nos jours l'hôpital s'arrangeait avec un vieux générateur qui avait été bricolé suite aux nombreux pillages auxquels les infirmiers avaient pris part en premier. La guerre n'avait rien fait d'autre que d'exacerber la décadence : le fleuve était à présent bloqué et l'aéroport avait été transformé en un immense campement pour les rebelles de Jean-Pierre Bemba. Libenge se trouvait maintenant enclavée et n'était accessible qu'à bord d'une pirogue. Cependant, malgré tous ces obstacles, cette ville conservait une beauté que je n'ai pu retrouver nulle part ailleurs au Congo.

Le jour de mon arrivée, après être descendu de la pirogue, les militaires du MLC (Mouvement de libération du Congo), se protégeant du soleil sous leur bicoque au toit de tôle, me regardaient d'un air hébété monter la berge mes valises à la main. Pendant cette

courte montée, je m'arrêtai pour mieux observer des fosses d'une profondeur d'environ trente centimètres qui avaient été creusées au bord du sentier. Curieux, j'interrogeai le piroguier sur leur fonction : « Fortifications ! », me répondit-il d'un sourire mi-orgueilleux mi-amusé. Il fallait être doué d'une imagination fertile pour croire en l'efficacité de ces « fortifications » et il me sembla tout de suite évident que Libenge n'était en aucun cas une ville invincible. Le mois de janvier 2001 touchait à sa fin : la ville avait récemment été le théâtre de batailles entre les rebelles et les forces gouvernementales et la population avait fui dans la République Centrafricaine où une ONG internationale avait établi un camp pour les réfugiés. Depuis quelques temps déjà, les habitants avaient commencé à regagner leur maison et, quelques jours seulement avant mon arrivée, la mort de Kabila Mzee avait été saluée par une fête libératoire.

Au sommet de la berge commençait le rite du visa. A l'époque, Libenge était occupée aussi bien par les hommes de Bemba que par l'armée ougandaise et les passeports devaient être présentés dans les bureaux de ces deux factions. Je fus très étonné de constater la différence d'organisation entre celles-ci : les Ougandais étaient bien habillés et, d'un air professionnel, archivaient rapidement les données. En revanche, les bureaux du MLC ne présentaient qu'une petite table, un cahier, un bic et l'inévitable tampon fait main, véritable objet artistique aussi minutieux qu'un tableau flamand. En dépit de leur dénomination, les vêtements des soldats de Bemba étaient loin d'être des uniformes et conféraient aux rebelles un aspect carnavalesque : des tee-shirts en tous genres, des tenues usagées des FAC, des babouches aux pieds et, pour les plus chanceux, des bottes en caoutchouc. Dans une telle situation, l'obsession de la bureaucratie et le pouvoir sacré du bic et du tampon semblaient constituer les derniers remparts contre le chaos dominant. Suite à l'habituel : « Prenez place, Monsieur ! », j'attendis mon tour assis sur une chaise en dehors du bureau tandis qu'un enfant soldat, portant des vêtements trop longs et trop larges pour son corps si mince, m'aborda. Avant d'être chassé par ses compagnons d'armes plus âgés que lui, l'enfant me demanda un peu d'argent : « Donnez l'argent pour le savon, papa, j'ai faim ! ».

Fortifications de trente centimètres de profondeur, militaires aux uniformes d'une extravagance extrême, enfants soldats affamés : une réalité tout à fait nouvelle s'offrait à moi, une réalité où le tragique semblait parfois se mêler à un registre carnavalesque quasi surréel.

S'adapter

Ce court récit de ma toute première expérience au Congo constitue un préambule nécessaire pour débiter ma réflexion concernant la méthodologie de recherche adoptée. Le premier problème à affronter – notamment dans le cas d'un débutant comme moi – et rentrant tout à fait dans des questions d'ordre méthodologique, réside dans l'impact psychologique d'un contexte de violence et de misère extrême. En ce qui me concerne, je ne peux évidemment que me référer à mon expérience personnelle, c'est-à-dire à l'expérience d'un jeune étudiant en doctorat qui, avant d'arriver au Congo, n'avait passé que quatre mois en Afrique entre le Tchad et la République Centrafricaine. Bien que ces deux pays soient loin de connaître la stabilité, j'avais jusque là évité la rencontre directe avec les armes, la pauvreté extrême, la famine et même la mort. En revanche, à Libenge, toutes ces contraintes étaient présentes et incontournables et, lors des premières semaines de mon séjour, je pensais que je ne réussirais pas à les supporter. Ce n'était pas tant

la misère que ce climat de folie et d'excitation qui accompagne toutes les guerres qui me troublait. Le premier défi qui s'imposa à moi fut celui de m'adapter¹. Quant à mon expérience, les difficultés d'adaptation à un contexte comme celui du Congo n'étaient pas simplement liées à la situation de guerre et à toutes ses horreurs mais aussi à la présence d'une violence beaucoup plus sournoise qui ne semblait plus être perçue comme telle et qui était devenue ordinaire.

Certains auteurs ont recouru au concept d'« anomie »² – un concept qui désigne « un état de désorganisation, de déstructuration d'un groupe, d'une société, dû à la disparition partielle ou totale des normes et des valeurs communes à ses membres » (Nzeza 2004 : 34) – afin de décrire la condition de la société congolaise contemporaine. La crise morale, selon Guy-Marin Kamandji, aurait même provoqué l'inversion des valeurs à un tel point que « chacun se débrouille pour sa survie et celle de sa famille, au mépris de la loi et de sa conscience » (1998 : 78). En définitive, au Congo, l'*habitus*³ de la débrouillardise, exaspérée par la crise et la guerre, a conduit à l'anéantissement des liens de solidarité au sein de la société et parfois même au sein de la famille.

A ce sujet, je pourrais d'ailleurs reprendre les mêmes propos que Bogumil Jewsiewicki pour affirmer que, pendant mon séjour, j'ai pu observer que « guidés par l'*habitus* mobutiste, les individus agissaient d'une façon ou d'une autre, tenant surtout compte des considérations opportunistes » (Jewsiewicki 1998 : 632). En effet, c'était par exemple le cas des infirmiers qui extorquaient de façon systématique de l'argent aux malades, du vieil homme qui érigeait arbitrairement une barrière et qui, un bâton à la main, faisait payer une taxe aux femmes chargées de sacs de manioc et du militaire qui volait une chèvre à un enfant en se réjouissant de sa tristesse. Tous ces petits actes quotidiens de prévarication étaient tout à fait communs et leur banalité les rendait, en quelque sorte, invisibles aux yeux de la population.

Naturellement, le chercheur n'est jamais impartial mais il participe lui aussi à l'impuissance et la désorientation face à une réalité qui semble parfois s'écrouler sans

1. Toutefois, en tant qu'anthropologue, je ne pouvais pas m'empêcher de m'interroger sur la façon dont mes interlocuteurs réagissaient émotionnellement devant les énormes difficultés que présentait leur quotidien. Jour après jour, des entretiens et des conversations banales me faisaient comprendre l'importance du rire. Je ne peux nier que cette capacité de rire devant les difficultés et les douleurs les plus terribles devenait, en quelque sorte, contagieuse (ou peut-être avais-je tout simplement et inconsciemment compris l'efficacité de cette stratégie pour faire face à la réalité congolaise). Tous ces éclats de rire ne représentaient pas seulement une manière de prendre du recul par rapport à une réalité devenue trop dure et incompréhensible en la transformant en une plaisanterie, mais révélaient aussi l'existence d'une relation étrange, voire même perverse, entre le citoyen ordinaire et le pouvoir : une sorte de jeu dans lequel le premier s'identifie au second en débouchant parfois sur un rapport de complicité et de connivence.
2. Le concept d'anomie a été introduit par Emile Durkheim dans l'ouvrage intitulé *De la division du travail social* et publié en 1893. Durkheim a recours au concept d'anomie afin de décrire une condition de dérégulation de la société au sein de laquelle les règles de connivence ne sont plus respectées. Les individus ne savent plus à quoi s'attendre du comportement d'autrui et c'est dans cette situation que naissent des comportements de déviance.
3. Je fais référence ici au concept d'*habitus* élaboré par Pierre Bourdieu (Bourdieu 1972). Selon lui, l'*habitus* est un ensemble de dispositions générales (façons de faire ou manières d'être) résultant, d'une part, de l'intériorisation des apprentissages de la part de chacun des individus et, d'autre part, d'un savoir-faire inculqué par la famille, l'école ou l'environnement social en tant que partie intégrante du processus de socialisation.

aucune autre issue. Cependant, cette désorientation, due à l'absence de points de repère et d'alternatives visibles, peut être trompeuse et risque d'aboutir à une vision apocalyptique ne s'adaptant en aucun cas à la description de la réalité congolaise. En effet, le danger pour un anthropologue qui passe plusieurs mois sur le terrain est de réaliser une analyse trop axée sur le présent et parfois même sur l'urgence. La société congolaise, comme plusieurs auteurs l'ont démontré, est continuellement engagée dans un processus d'invention et de réinvention de nouvelles formes d'organisation sociale et de solidarité pour affronter la faillite de l'Etat (Trefon 2004). Même l'espace de la guerre ne représente pas l'annulation de toutes les formes d'organisation sociale ou de culture, mais plutôt une *zone of indistinction* (Mbembe 2002 : 267). A ce propos, Achille Mbembe a suggéré que « the state of war in contemporary Africa should in fact be conceived of as a general cultural experience that shapes identities, just as the family, the school, and other social institutions do » (Mbembe 2002 : 267). Cette réflexion a constitué, dans le cadre de mon expérience, un point de départ important pour abandonner toute vision nihiliste de la société congolaise et me concentrer sur les stratégies de survie et les nouvelles formes d'identité émergentes en tant que réponse ou réflexe de la crise.

Anthropologue et humanitaire : une alliance possible ?

Lors de mon premier séjour dans la province de l'Equateur, comme je l'ai déjà dit, je remplissais la double fonction de chercheur et de collaborateur avec une ONG et c'est à partir de cette expérience que je souhaiterais réfléchir brièvement sur les problèmes qu'une telle situation peut engendrer.

Tout d'abord, à l'époque, je désirais mener une recherche dans le domaine de l'anthropologie du développement (analyse de la perception locale du projet, analyse des bénéfices concrets que l'aide humanitaire porte à la guerre, etc.) et, de ce point de vue, ma position était plus qu'avantageuse. D'ailleurs, il n'était possible de rejoindre Libenge qu'en qualité de membre d'une ONG pour des raisons d'ordre logistique (transport, logement, sécurité, etc.) mais aussi parce que les rebelles du MLC n'auraient jamais accepté la présence d'un chercheur indépendant. La figure de chercheur aurait, en effet, été impossible à concevoir dans un tel contexte où un jeune blanc seul pouvait être confondu avec un espion, un aventurier acheteur de diamants ou un vendeur d'armes tandis que l'ONG avait carte blanche à partir du moment où les militaires de Bemba étaient les premiers bénéficiaires des soins médicaux prodigués. En même temps, mon rôle d'humanitaire semblait toujours prévaloir sur celui d'anthropologue dans les rapports quotidiens : j'étais appelé « Monsieur le coordinateur » ou « Monsieur l'administrateur » et cela signifiait que mes interlocuteurs préféraient m'assigner ce titre qui, dans leur imaginaire, était lié à l'espoir de pouvoir en tirer quelques avantages. De toute façon, il était bien évident que cette ambiguïté pouvait constituer un obstacle à ma recherche dans la mesure où j'étais systématiquement perçu comme quelqu'un à qui présenter une liste de problèmes et de requêtes et, par conséquent, chacun de mes entretiens se concluait toujours de manière identique.

Toutefois, je ne veux pas laisser entendre qu'un anthropologue ne peut pas faire son travail dans une ONG. D'ailleurs, certains souhaitent établir une collaboration plus stricte entre les chercheurs opérant dans les zones de guerre et le monde des ONG. Par exemple, Danny Hoffman a déclaré que « perhaps more than in other research spaces, scholars working in combat zones cannot escape the reality that participation and observation –

the two dimensions of cultural anthropology's unique methodological contribution – are inseparable and are inherently political activities », et soutient que « there needs to be a concerted effort on the part of anthropologists to formulate collaborative projects with so-called 'practitioner institutions' (...) » (2003 : 10-11).

Si les propos d'Hoffman peuvent, en général, se vérifier, il faut toutefois tenir compte du contexte et des situations concrètes. À partir de mon expérience, j'ai pu constater que travailler en qualité d'anthropologue dans le cadre d'une ONG peut comporter des risques comme la perte de son indépendance ou même la tendance à fréquenter essentiellement le monde des expatriés. En outre, il faut également prendre en considération qu'au Congo, les humanitaires, et encore plus les ONUsiens, sont souvent perçus, dans l'imaginaire collectif, comme faisant partie du vaste groupe de pillards qui fomentent la guerre dans le but de profiter des richesses du pays (Jackson 2001).

Naturellement, chaque chercheur doit être en mesure de gérer cette situation, ce qui s'avère être tout à fait possible. Dans mon cas, je finis par décider d'interrompre mon travail d'humanitaire non seulement pour les raisons déjà mentionnées mais aussi parce que j'avais nourri le désir d'abandonner le domaine de l'anthropologie du développement pour concentrer mes efforts sur le sujet de la guerre et, en particulier, sur le rapport entre jeunesse et conflit.

Kivu : recherche dans la poudrière

Le fait de quitter l'ONG impliquait également la perte de tous les appuis logistiques, ce qui, par conséquent, me contraignit à changer de territoire. Je décidai alors de m'établir au Kivu, un choix qui me conduisit au cœur de la guerre, conférant ainsi aux nouvelles questions de ma recherche un caractère de plus en plus pressant. En octobre 2002, j'arrivai à Butembo, ville commerciale du Nord Kivu, pour y effectuer une première mission d'environ cinq mois.

La recherche indépendante sur un territoire tel que le Congo nécessite une organisation minutieuse. En effet, le chercheur doit faire face à des problèmes très concrets : sa sécurité personnelle dans un premier temps et tous les problèmes relatifs à son transport et son logement dans un second temps. Ainsi, il se doit de tisser, depuis l'Europe ou une fois sur place, un réseau de relations qui lui servira de support. Dans mon cas, j'avais au moins trois bonnes motivations concrètes pour vouloir m'établir dans une ville comme Butembo : un contact maintenu depuis des années entre mon professeur et l'université de la ville (Université catholique du Graben), l'adresse d'un missionnaire italien résidant dans la région depuis trente et un ans et enfin le fait que le conflit ne s'était pas encore développé au point d'empêcher de se rendre dans les zones rurales (en prenant, évidemment, toutes les précautions d'usage).

En effet, Butembo s'est révélé être un terrain adapté pour aborder les sujets de ma recherche. Tout d'abord, la présence de l'Université catholique du Graben – parmi les universités les plus efficaces de l'est du Congo – m'a permis de contacter quelques professeurs et étudiants qui avaient déjà élaboré des recherches et des mémoires sur le thème de la guerre (genèse des milices *mayi-mayi*, histoire de la guerre dans le Nord Kivu etc.). Je dois beaucoup à la lecture de ces travaux ainsi qu'à mes conversations avec leurs auteurs qui m'ont permis avant tout de reconstruire l'histoire locale du conflit, la première étape de mon travail. De plus, ces derniers m'ont également donné la possibilité de tracer un cadre plus explicite des différentes factions en lutte dans le territoire du Grand

Nord, chose peu facile pour quelqu'un venant de l'extérieur puisque la situation était très complexe. Par exemple, à l'époque, environ dix groupes *mayi-mayi* occupaient les zones rurales tandis que les alliances au sein des différentes formations étaient extrêmement fluctuantes.

J'ai la conviction qu'une étude sur l'histoire locale doit constituer le préambule d'une recherche anthropologique. En ce qui me concerne, les sources que j'ai utilisées dans ce but ont été les suivantes : les recherches menées au sein de l'université, les comptes rendus des nombreuses ONG de la ville de Butembo et enfin les sources orales, notamment les interviews réalisées auprès de différentes personnes qui avaient été les témoins d'événements spécifiques. Le modèle, toujours actuel, dont je me suis inspiré – sans pour autant prétendre être en mesure de l'égaliser – est celui d'une « histoire immédiate » (Verhaegen 1974).

Parmi le groupe d'étudiants de l'Université du Graben, j'ai eu l'occasion de choisir un collaborateur avec lequel j'ai instauré un rapport de travail assez durable (en effet, il continue aujourd'hui de me soutenir lors de mes missions sur le terrain). Le choix d'un collaborateur est fondamental mais, en même temps, il est difficile d'établir des critères objectifs de sélection. Je me limiterai tout simplement à dire qu'un collaborateur ne doit pas avoir nécessairement une formation académique mais qu'il doit toutefois montrer non seulement une compétence de base vis-à-vis des sujets abordés mais aussi une véritable passion pour la recherche. En outre, il est nécessaire que s'instaure, entre les deux, un rapport de sympathie – élément en aucun cas secondaire – puisque la plus grande partie de la journée, et ce pendant plusieurs mois, se passe normalement ensemble. En ce qui me concerne, je fus heureux de collaborer avec un jeune qui venait d'obtenir une maîtrise en sciences politiques et qui alliait à sa passion pour la recherche une connaissance méticuleuse de la situation politico-militaire de la région (ainsi qu'une propension modérée à l'*ambiance*).

L'une des difficultés les plus importantes de ma recherche a été celle de contacter les jeunes combattants et ex-combattants avec lesquels je devais dialoguer pour pouvoir ensuite tenter une observation participative de leur vie ordinaire hors du combat. A ce sujet, le missionnaire italien que je viens de citer fut un appui très utile. En effet, le fait d'être compatriotes avait infailliblement déclenché un mécanisme de solidarité et d'aide très précieuse dans un tel contexte. D'une façon générale, j'ai relevé, au cours de mon expérience en Afrique, la présence d'un avantage à faire partie du circuit d'une mission : outre, et ce n'est pas un lieu commun, la nourriture (en effet, jamais je n'ai rencontré un missionnaire qui ne fut entouré d'une petite équipe de cuisiniers très capables et expérimentés), celui-ci réside dans la vocation assez répandue chez les missionnaires pour la politique. En effet, les contacts que je fus capable d'instaurer grâce au prêtre italien furent d'une importance fondamentale pour la suite de ma recherche. Bref, en l'espace de deux mois, je me retrouvai dans un village en forêt où un groupe *mayi-mayi* s'était établi. Dans ce village, une petite mission de la MONUC, qui tentait avec très peu de succès de convaincre des miliciens de l'Interahamwe de rentrer au Rwanda, avait accepté ma présence. J'eus donc l'occasion d'approfondir de près mon étude sur les jeunes combattants et en particulier sur les jeunes *mayi-mayi*.

Comme René Devisch l'a si justement observé, « absolument tout – personnes et biens – devient source de revenus dans les circuits de lutte de survie » (1998 : 458). En effet, en tant qu'être humain, je faisais partie de ce tout. Le premier obstacle que j'ai dû surmonter au cours de ma recherche sur les *mayi-mayi* fut de convaincre leur commandant

que je n'étais pas en mesure de trouver, en Europe, quelqu'un qui souhaiterait financer son groupe et que je ne pouvais également pas lui fournir les instruments nécessaires à sa quête de l'or. Le problème était que le village en question avait été, à l'époque coloniale, un site minier et un bruit courait que les belges, avant de quitter cet endroit, avaient dissimulé quelque part des sacs d'or. Les sols en ciment des maisons avaient tous été brisés et, bien que rien n'eût jamais été trouvé, le commandant *mayi-mayi* ne semblait pas s'être découragé pour autant. Heureusement, au bout de deux semaines, je réussis à le convaincre du fait que je ne pouvais rien faire pour lui. Par conséquent, je perdis à ces yeux tout importance (j'avais l'impression qu'il me considérait à présent comme une sorte de « petit blanc » qui se trouvait là sans même gagner le salaire d'un ONUien) mais, en même temps, ce « déclassement » me rendait plus libre et je pouvais alors me promener dans le campement, escorté par un *kadogo*, et m'entretenir avec les jeunes combattants.

Au cours de mes entrevues avec les jeunes combattants, j'ai toujours tenté d'instaurer, dans la mesure du possible, un climat de confiance. Avant de passer aux interviews, notamment dans le cas d'un sujet délicat tel que la guerre, il est nécessaire de s'entretenir tout d'abord, au cours de discussions informelles, de sujets les plus variés et agréables. Partager un repas, boire un bière, fumer quelques cigarettes et même se lancer dans un petit match de foot peuvent permettre de créer une relation amicale pouvant même précéder l'interview de quelques semaines. Cela constitue également une occasion pour expliquer soigneusement aux interlocuteurs le type de travail exécuté et de les rassurer sur le traitement des données (garantie de l'anonymat, etc.). Ce n'est qu'après avoir créé un climat de confiance qu'il est possible, selon moi, de réaliser une interview sincère et profonde. A ce sujet, j'ai le plus souvent utilisé une forme d'interview libre suivant un schéma de questions relativement flexibles (pour un modèle d'interview, cf. Peters et Richards 1998). Généralement, la première question concernait les motivations de l'enrôlement puis je tentais d'orienter le discours sur les sujets qui m'intéressaient le plus – comme les rites de guerre, le pillage mais aussi les difficultés du présent et les perspectives d'avenir – en tenant compte également des sujets qui semblaient faire parler davantage mes interlocuteurs. Mon objectif a toujours été de reconstruire des tranches de vie afin de comprendre la façon dont les individus faisaient face aux défis quotidiens mais aussi la façon dont ils réinventaient de nouvelles stratégies de survie et même de nouvelles formes d'identité dans le contexte de la guerre. J'ai parfois eu l'impression d'avoir appréhendé l'un des nombreux aspects de la crise congolaise.

Conclusions

Nous pourrions conclure en nous interrogeant sur l'utilité d'une recherche anthropologique dans un contexte de guerre et de violence tel que celui de l'est du Congo. En effet, que peuvent apporter les anthropologues aux nombreuses analyses politiques et économiques qui ont déjà été faites à propos de ce conflit ?

Tout d'abord, de nombreux chercheurs ont dénoncé, au cours de ces dernières années, le faible intérêt de l'anthropologie vis-à-vis de la guerre et de la violence. Par exemple, Gillison (1999 : 43), en commentant l'absence de recherches ethnographiques portant sur des pays comme la Bosnie ou sur les zones de conflit de la République Démocratique du Congo, en est même arrivé à utiliser les termes d'« échec de l'anthropologie » qui aurait tendance à se concentrer exclusivement sur les mécanismes faisant fonctionner la société tout en ne révélant que leurs aspects positifs. Toutefois, le jugement de Gillison apparaît

comme étant sans nul doute tendancieux, voire même superficiel. Même s'il est vrai que, dans le passé, les anthropologues ont démontré un certain désintéressement vis-à-vis des conflits (Ferguson 1984), la guerre⁴ et la violence⁵ sont actuellement devenues des sujets centraux de leurs recherches.

La valeur ajoutée des travaux anthropologiques réside dans la méthode qui est inhérente à la science de l'homme, à savoir la recherche sur le terrain et l'observation participante. Dans notre cas, celle-ci se traduit par une analyse qui privilégie les dimensions locales des conflits et des mécanismes de reproduction de la violence tout comme le rapport entre la guerre et les représentations locales de l'histoire et du pouvoir. D'ailleurs, la contribution qu'apporte l'anthropologie à l'étude de la guerre et de la violence ainsi qu'à l'analyse des stratégies sociales d'adaptation aux contextes de crises est sans aucun doute innovante et précieuse. Toutefois, la recherche sur le terrain constitue le point critique d'une anthropologie qui s'adresse à un contexte de guerre. Dans cet article, j'ai tenté de montrer, à travers le vécu de mon expérience, que ce genre de recherche réalisée dans l'est du Congo, malgré les nombreuses difficultés présentes, est toujours possible et même nécessaire. En effet, avec son bagage théorique et méthodologique, l'anthropologie est sûrement en mesure d'apporter une contribution fondamentale à la compréhension de l'un des conflits actuels les plus complexes et atroces.

4. En ce qui concerne l'étude des conflits africains, le tournant se produit dans les années 80 avec la parution des ouvrages de Terence Ranger (1985) et de David Lan (1985), tous deux portant sur la guerre au Zimbabwe. À partir de ces ouvrages, de nombreuses études ethnographiques sur les guerres africaines apparurent. Je signale notamment le travail de Christian Geffray (1990) sur la guerre au Mozambique, celui de Paul Richards (1996) sur la Sierra Leone, l'ethnographie de Heike Beherend (1999) sur les Holy Spirits Movements dans le Nord de l'Uganda ainsi que l'étude de Stephen Ellis (1999) sur le conflit dans la Liberia.

5. Parmi les ouvrages récents à caractère anthologique portant sur l'anthropologie de la violence, je signale Kleinman *et al.* (1997), Das *et al.* (2000), Hinton (2002a et b), Scheper-Hughes et Burgois (2004).

Références bibliographiques

- BEHEREND, Heike, 1999. *Alice Lakwena & the Holy Spirits : War in Northern Uganda 1986-97*. Oxford : James Currey.
- BOURDIEU, Pierre, 1972. *Esquisse d'une théorie de la pratique*, (précédé de) *Trois études d'ethnologie kabyle*. Paris : Editions du Seuil.
- DAS, V., A. KLEINMAN, M. RAMPHELE et P. REYNOLDS (éds), 2000. *Violence and Subjectivity*. Berkeley : University of California Press.
- DE BOECK, Filip, 1998. « Au-delà du tombeau : histoire, mémoire et mort dans le Congo/Zaïre postcolonial », *Cahiers africains*, 31-32, pp. 130-172.
- DEVISCH, René, 1998. « La violence à Kinshasa, ou l'institution en négatif », *Cahiers d'études africaines*, 150-152, pp. 441-469.
- ELLIS, Stephen, 1999. *The Mask of Anarchy : The Destruction of Liberia and the Religious Dimensions of an African Civil War*. New York : New York University Press.
- FERGUSON, R. Brian (éd.), 1984. *Warfare, Culture and Environment*. Orlando : Academic Press.
- GEFFRAY, Christian, 1990. *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*. Paris : Karthala.
- GILLISON, Gillian, 1999. « L'anthropologie psychanalytique. Un paradigme marginal », *L'Homme*, 149, pp. 43-52.
- HINTON, Alex. L. (éd.)
2002a. *Annihilating Difference. The Anthropology of Genocide*. Berkeley & Los Angeles : University of California Press.
2002b. *Genocide : an Anthropological Reader*. Malden : Blackwell.
- HOFFMAN, Danny, 2003. « Frontline anthropology : Research in a Time of War », *Anthropology Today*, 3, pp. 9-12.
- JACKSON, Stephen, 2001. « 'Nos richesses sont pillées?' : Economies de guerre et rumeurs de crime au Kivu », *Politique africaine*, 84, pp. 117-135.
- JEWSIEWICKI, Bogumil, 1998. « Les traumatismes des affirmations identitaires, ou la malédiction de n'être rien », *Cahiers d'études africaines*, 150-152, pp. 627-638.
- JOURDAN, Luca, 2004. « Being at war, being young: violence and youth in North Kivu », in K. Vlassenroot et T. Raeymaekers (éds), *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo*, pp. 157-175. Gand : Academia Press (Conflict Research Group).
- KAMANDJI, Guy-Marin, 1998. « Rites mortuaires à Kinshasa : traditions et innovations », *Cahiers africains*, 31-32, pp. 63-88.
- KLEINMAN, Arthur, Veena DAS et Margaret LOCK (éds), 1997. *Social Suffering*. Berkeley : University of California Press.
- LAN, David, 1985. *Guns and Rain : Guerrillas and Spirit Mediums in Zimbabwe*. Londres : James Currey.
- MBEMBE, Achille, 2002. « African Modes of Self-Writing », *Public Culture*, 14 (1), pp. 239-274.
- NZEZA, Athenase, 2004. « La 'coop' à Kinshasa : Survie et marchandage », in Theodore Trefon (éd.), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*. Tervuren/Paris : Institut africain/L'Harmattan.
- PETERS, Krijn et Paul RICHARDS, 1998. « Jeunes combattants parlant de la guerre et de la paix en Sierra Leone », *Cahiers d'études africaines*, 150-152, pp. 581-617.
- RANGER, Terence O., 1985. *Peasant Consciousness and Guerrilla War in Zimbabwe*. Londres : James Currey.

- RICHARDS, Paul, 1996. *Fighting for the Rain Forest : War, Youth and Resources in Sierra Leone*. Oxford : James Currey.
- SCHEPER-HUGHES, Nancy et Philippe BURGOIS (éds), 2004. *Violence in War and Peace : an Anthology*. Malden : Blackwell.
- TREFON, Theodore (éd.). 2004. *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*. Tervuren/Paris : Institut africain/L'Harmattan.
- VAN ACKER, Frank et Koen VLASSENROOT, 2000. « Youth and conflict in Kivu : 'Komona clair' », *The Journal of Humanitarian Assistance*, <http://www.jha.ac/greatlakes/b004.htm>
- VERHAEGEN, Benoît, 1974. *Introduction à l'histoire immédiate. Essai de méthodologie qualitative*. Gembloux : Duculot.